

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-Etats-Unis-risquent-de-s-embourber-en-Irak-selon-Castro>

Les États-Unis risquent de s'embourber en Irak selon Castro

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : dimanche 16 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

La Havane

Le président cubain Fidel Castro a averti vendredi que les États-Unis pourraient s'embourber dans une guerre contre l'Irak et que personne ne sait « quelles seraient les conséquences humaines, politiques et économiques de cette guerre pour chacun des adversaires ».

« Le vrai danger réside dans le fait qu'une telle opération militaire se transforme pour le peuple irakien en une guerre patriotique et qu'alors personne ne peut prévoir quelle sera sa réaction et sa résistance, combien de temps durera cette guerre, combien de morts et de destructions elle provoquera », a dit le président.

Dans un long discours qui clôturait le 5e Congrès international de la globalisation et des problèmes du développement, Fidel Castro a déclaré que le conflit que veut imposer Washington à l'Irak est « une guerre inutile, qui s'appuie sur des prétextes ni crédibles ni prouvés ».

« L'Irak manque absolument des capacités nécessaires pour contrecarrer les armements offensifs et défensifs dont disposent les États-Unis, capables de tuer dans l'oeuf tout risque d'un usage par l'Irak d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques, si ce pays en détient, ce qui est hautement improbable et serait de plus absurde du point de vue politique et suicidaire du point de vue militaire », a-t-il affirmé.

Selon le président, une autre conséquence du conflit serait que « le monde serait sans doute confronté à des risques économiques colossaux, dans le contexte de la profonde crise qu'il affronte aujourd'hui. Les conséquences sur les prix du pétrole seraient incalculables », a-t-il ajouté.

Le Congrès de la globalisation et des problèmes du développement, qui s'est ouvert lundi à La Havane, a rassemblé plus de 1000 universitaires de 30 pays et les représentants de 13 organismes internationaux, dont le Fonds monétaire international et la banque Mondiale.

Post-scriptum :

Cyberpresse.ca